



HAL
open science

Egypte : les lendemains incertains de la révolution

Marc Lavergne

► **To cite this version:**

Marc Lavergne. Egypte : les lendemains incertains de la révolution. Diplomatie : affaires stratégiques et relations internationales, 2011, 51, pp.48-53. <halshs-00602577>

HAL Id: halshs-00602577

<https://shs.hal.science/halshs-00602577v1>

Submitted on 4 Nov 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Marc Lavergne

Directeur de recherche au CNRS

CEDEJ USR 3123 CNRS

Le Caire/Khartoum

La « révolution du 25 janvier » est née d'une aspiration générale au changement. A partir d'une volonté de mettre fin aux exactions et à la corruption de la police, un régime installé fermement depuis 30 ans, si l'on se limite à l'ère Moubarak, a été ébranlé et son chef mis à l'écart.

Depuis lors, le procès du régime a été entamé, à travers les témoignages des responsables, les enquêtes de la presse, dans une atmosphère assez brouillonne. Sous le contrôle d'un Conseil Suprême des Forces armées, un gouvernement civil de transition a été formé. Remanié plusieurs fois sous la pression des forces nouvelles, organisées ou non en partis politiques, il a pour tâche de préparer la tenue d'élections législatives et présidentielles, qui auront lieu avant la fin de l'année., et de remettre sur les rails un pays livré à lui-même.

Entre volonté de réformes et peur du chaos

Lors du référendum d'avril 2011 sur une révision constitutionnelle de pure forme, une large majorité (78 % des 40 % d'Égyptiens qui se sont déplacés pour la première fois de leur vie à un scrutin libre) s'est prononcée en faveur d'une pause dans le mouvement de contestation : le mouvement de la place Tahrir a trouvé là ses limites, face à une Égypte profonde partagée entre désir d'une amélioration de ses conditions de vie et inquiétude face au désordre. Le parti de l'ordre et de la peur s'est trouvé renforcé par la disparition soudaine des forces de l'ordre au lendemain de la déposition du président : instruction de forces contre-révolutionnaires, peur de la vindicte populaire, désintérêt pour un travail qui, comme dans l'ensemble de fonction publique, ne permet pas de vivre sans recours à la corruption ?...La rue est depuis lors, et malgré un couvre-feu qui vient d'être levé, aux mains de « baltageya », les gros bras qui servaient naguère de suppôts aux forces de l'ordre et qui ont aujourd'hui basculé dans la délinquance. Le Caire, métropole à la sécurité exemplaire pour une cité de 20 millions d'habitants, est désormais en proie au laxisme et à une criminalité grandissante, même si elle n'a rien de comparable avec celle endémique, de bien des villes d'Afrique noire ou d'Amérique latine, voire d'Europe. Traumatisme qui affecte profondément un peuple habitué à la main de fer de l'Etat, dissuasive de toute délinquance non contrôlée par les autorités elles-mêmes.

Par ailleurs, l'Égypte est angoissée par les conséquences économiques de la révolution : la crise financière provoquée par la baisse du tourisme, la chute des investissements étrangers, même si elle est compensée par l'augmentation des envois d'émigrés dans le Golfe, provoque de proche en proche une hausse d'un chômage déjà considérable. En cette année de crise agricole à l'échelle mondiale, l'Égypte qui importe la moitié de ses besoins en blé voit sa facture s'alourdir et les prix alimentaires grimper en flèche.

Ces conséquences imprévues de la révolution provoquent angoisse et peut-être regrets voilés chez les 2/3 de citoyens pauvres, vis-à-vis de cette révolution impréparée et pour tout dire inattendue, loin des débats abstraits sur la liberté et sur la démocratie, mots vides de sens pour une population d'extraction paysanne, foncièrement conservatrice.

Des forces politiques à l'affût

Certaines forces politiques peuvent être tentées de tirer parti de cette situation de doute. Les bénéficiaires de l'ordre ancien, tout d'abord : seule une poignée d'anciens dirigeants et hommes d'affaires corrompus ont été livrés en pâture à la colère populaire. Ainsi d'Ahmed Ezz, le roi du fer à béton, ancien responsable des affaires politiques du Parti National Démocratique au pouvoir, associé et ami de Gamal Moubarak, le fils qui guignait la succession, Garranah, le ministre du Tourisme, Ahmed al-Moghrabi, Ministre de l'équipement, ou même Youssef Boutros Ghali, Ministre des Finances, tandis que d'autres tirent leur épingle du jeu, tels le célèbre Dr Zahi Hawass, ministre des Antiquités, ou Fayza Abounaga, ministre de la Coopération internationale. Un procureur procède à des inculpations, des jugements sont rendus par un tribunal militaire qui statue sans véritables enquêtes et sans appel. L'Égyptien de la rue spéculé sur le partage de la fortune prétendue du président et de ses proches. Le caractère expéditif de certaines condamnations, la légèreté des peines décernées, posent question. Les décisions d'inculpation apparaissent parfois comme des gages donnés au mouvement de contestation, lorsque celui-ci menace de se réactiver. Une situation de grande volatilité prévaut donc, où chaque camp teste les réactions de l'autre, et où nul ne dispose seul des moyens de redresser la barre et de donner au pays un nouveau cap.

Si une contrerévolution regroupée autour de la famille de l'ex-président s'active en sous-main, en utilisant une Sécurité d'Etat hier redoutée et aujourd'hui juste débaptisée et mise hors de portée de la vengeance de ses victimes, et si les arrestations de « baltageya » touchent aussi des centaines de « jeunes de la révolution », arrêtés sans inculpation, battus et torturés. La ville bruit de rumeurs de viols de militantes détenues incommunicado. L'institution militaire se drape dans une prétendue neutralité ; mais par nature comme par intérêt, elle souhaite que l'ordre ancien soit restauré, seulement épuré de ses excès ; il s'agit en effet pour elle non pas de prendre le pouvoir, mais de protéger ses intérêts économiques et financiers considérables, que personne n'a osé jusqu'à présent mettre en question, ni même évoquer.

La peur et le désir d'un retour à l'ordre font aussi l'affaire des islamistes : non pas de certains prédicateurs qui ont pris le parti de la révolution, aux côtés d'artistes et de personnalités en vue, tandis que d'autres perdaient toute crédibilité en se rangeant du côté du pouvoir, mais celui de la confrérie des Frères Musulmans, qui a obtenu, grâce à la mobilisation de jeunes d'obédience laïque, la reconnaissance attendue depuis des décennies : elle vient de fonder un parti politique et vise à participer au prochain gouvernement sorti des urnes, même si elle a déclaré ne pas vouloir présenter de candidat à l'élection présidentielle. La direction a exprimé sa préférence pour Amr Moussa, ancien ministre des Affaires Etrangères et secrétaire général de la Ligue Arabe, à ce titre tenu éloigné de la politique intérieure égyptienne durant une

dizaine d'années. La confrérie est assurée d'un large succès, étant bien enracinée en province et dans les campagnes. Mais son programme est socialement conservateur et économiquement libéral, et elle ne dispose pas d'un programme capable de remédier aux maux de l'Égypte. Il est donc probable qu'elle mettra l'accent sur une dimension de « redressement moral » déjà largement réalisé spontanément par les Egyptiens musulmans : le socialement correct impose désormais le respect ostentatoire des cinq prières quotidiennes pour les hommes et le port du voile pour les femmes.

De plus, elle est débordée sur son propre terrain par les salafistes, en plein essor au près des jeunes avides de renouveau, de pureté et d'honnêteté, dont sont crédités ces nouveaux venus dans le champ politique. Dépourvus de leadership centralisé et de programme de gestion d'une société moderne, ils comprennent pourtant dans leurs rangs des penseurs aptes à attirer la jeunesse sur la voie d'une société idéale. Mais là encore, les recettes pour parvenir à cette utopie risquent fort d'être à la fois insuffisantes et éculées, et de reposer sur une répression brutale des « déviances ». Les salafistes se sont d'ailleurs mis en avant dans la querelle avec la communauté copte, autour de prétextes anecdotiques montés en épingle, et qui ont occasionné morts et blessés par dizaines, et surtout une méfiance réciproque nouvelle et inquiétante, en dépit des dénégations et des protestations rituelles de fraternité de part et d'autre. D'évidence, l'avenir politique de l'Égypte n'est pas tracé, et les six mois à venir verront encore des soubresauts sur la voie de l'apprentissage du dialogue et du compromis démocratiques.

Des maux profonds dont la solution reste à inventer

Le problème est que les maux de l'Égypte sont bien plus graves et profonds qu'une crise de la gouvernance. Beaucoup de temps a été perdu pour rendre sens au terme de développement durable concernant ce pays phare du monde arabe.

Première préoccupation, la démographie : 85 millions d'habitants contre 40 il ya 30 ans, lorsque Hosni Moubarak avait succédé à Anouar el Sadate. Rien n'a été fait pour accentuer la transition démographique : la natalité repart à la hausse, avec l'effondrement des systèmes de protection sociale et de planning familial. A ce rythme, la population devrait atteindre 140 millions vers 2040 avant de se stabiliser. Mais la surface habitable ne dépasse pas 60 000 km² et les extensions sur le désert, à grands frais, n'ont bénéficié qu'aux couches les plus aisées, désireuses de quitter les centres-villes engorgés. Cette solution est d'autant plus condamnée que les pays riverains du Nil exigent maintenant avec autorité leur part des eaux du Nil, pour les besoins croissants de l'Éthiopie et du Soudan.

Quant aux ressources économiques, elles reposent surtout sur des rentes ou quasi-rentes externes, sur lesquelles le pays a peu de prise, et qui engendrent une mentalité générale de consommateurs plus que de producteurs : il s'agit en effet du tourisme, premier pourvoyeur de devises (10 milliards de dollars par an), en chute libre, des envois des émigrés, stabilisés au même montant, l'arrêt des envois de Libye ayant été compensée par l'augmentation des envois du Golfe ; le canal de Suez, stabilisé à 4 milliards de dollars, et les revenus des hydrocarbures, dont la moitié sont exportés.

Le défaut de la dépendance à l'égard de ces ressources est évidemment leur fragilité, mais aussi le fait qu'elle exigent peu d'emplois qualifiés et n'incitent pas à la

formation de techniciens et d'ingénieurs qui permettraient d'augmenter l'attractivité de l'Égypte pour les investissements étrangers : ceux-ci, actuellement en panne, s'orientent surtout vers l'immobilier de luxe ou de tourisme (grandes entreprises du Golfe, frappées par la crise financière de 2008, et blanchiment des fonds des mafias russes), vers des activités de sous-traitance simple ou de transformation pour le marché intérieur. Mais l'Égypte, qui s'est battue avec le soutien de la France pour être admise au G-20 en tant que pays émergent, n'en présente de toute évidence pas les critères : le quart des effectifs salariés est composé de fonctionnaires sous-payés et sous-employés, qui ne peuvent survivre que par des compléments prélevés sur le public, qu'il s'agisse du secteur de l'enseignement, de la santé, de la police ou de l'administration gangrenées par une corruption de survie. Le secteur industriel et des services publics est en cours de privatisation depuis plus de vingt ans, mais sans résultats toujours probants sur le plan de la productivité. Et l'État ne peut se permettre, et le pourra encore moins, le luxe de débaucher des dizaines de milliers d'ouvriers qui se battent pour conserver les quelques acquis sociaux acquis à l'époque nassérienne. Dans ces conditions, l'Égypte est peu compétitive sur les marchés internationaux, sauf à subventionner la consommation d'énergie, à ne pas prélever d'impôts sur les entreprises, et à permettre à certains entrepreneurs toutes les entorses à la loi. Elle importe même désormais de la main d'œuvre indienne ou chinoise, moins chère et plus imprégnée de culture du travail que la main d'œuvre locale ! Ainsi à l'usine textile Indirama rachetée par une entreprise indienne à Chibin el Kôm, dans la Menoufiya, qui a importé son encadrement et ses ouvriers, ou bien dans les rues du Caire, comme autour de la gare Ramsès, où l'on voit des marchandes chinoises, portant le chapeau conique des paysannes, vendre des téléphones portables à même le trottoir...

Passons rapidement sur les dommages considérables à l'environnement dus à la surpopulation, à l'absence de contrôle par les pouvoirs publics du fonctionnement des entreprises : les canaux sont pollués par les engrais et les pesticides déversés sans contrôle, les drains servent de dépôts d'ordures pestilentiels à la traversée des villages, les lagunes saumâtres du delta sont eutrophisées par la pisciculture intensive, et les usines chimiques déversent directement métaux lourds et composants dans les cours d'eau environnants...

Sur le plan social, l'analphabétisme progresse, l'enseignement public étant abandonné par l'État, le travail des enfants pauvres est de règle sur les chantiers aux portes des banlieues sordides des grandes villes : le travail des enfants esclaves de moins de dix ans a remplacé la cueillette des vers du coton sur la ferme familiale de naguère. Le mariage forcé (et temporaire) des fillettes de 12 ans est devenu la première ressource dans certains villages connus des amateurs du Golfe, et l'Égypte est devenu le 3^e pays du monde pour le trafic d'organes et un des centres mondiaux de la contrefaçon.

Ces quelques exemples relèvent finalement de la même problématique : disparition du sens du collectif et de l'esprit civique, et découplage de la pratique religieuse et de sa dimension éthique et morale. Les Égyptiens sont les citoyens d'un État millénaire, mais n'ont jamais eu à participer à sa gestion, en étant écartés soit par le « despotisme oriental », soit par des occupations étrangères, soit par des régimes militaires. L'Égypte ne possède ainsi pas de bourgeoisie endogène porteuse d'un lien social et

d'un sentiment de responsabilité. Comment répondre aujourd'hui, dans l'urgence, à ces déficiences dont le remède passe par l'éducation des générations à venir ? Voici les défis pressentis par les jeunes de la place Tahrir, symbolisés par leur opération de nettoyage de la place et de différents quartiers du Caire pour rompre avec le laxisme de l'Etat et l'indifférence fataliste des citoyens.